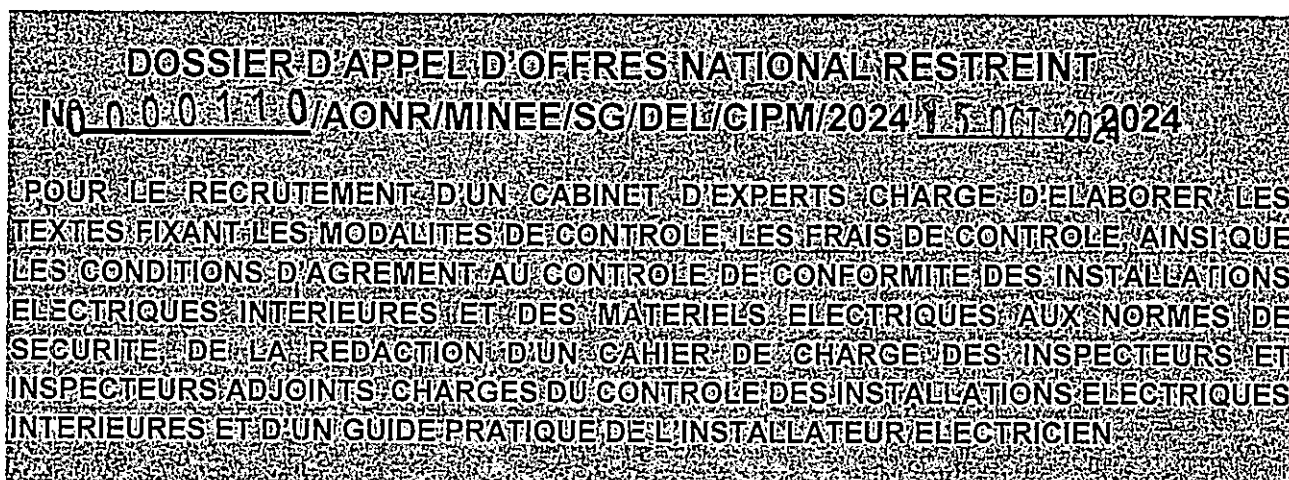




FINANCEMENT : Appui Banque Africaine de Développement/BIP MINEE

EXERCICES : 2024 et 2025

IMPUTATION : 58 32 016 03 330002 110130

Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Eau et de l'Energie

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du Plan de redressement du Secteur de l'Electricité, l'Etat du Cameroun a mis en œuvre un programme d'urgence des investissements dans le cadre réglementaire, financé par la Banque Africaine de Développement. Les investissements définis dans le cadre de cet appui budgétaire visent l'amélioration du cadre réglementaire du secteur de l'électricité.

C'est dans ce sens que , le Ministre de l'Eau et de l'Energie, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection, en procédure d'urgence, d'un Cabinet d'Experts qui sera chargé d'élaborer les textes fixant les modalités de contrôle, les frais de contrôle, ainsi que les conditions d'agrément au contrôle de conformité des installations électriques intérieures et des matériels électriques aux normes de sécurité, de la rédaction d'un cahier de charge des inspecteurs et inspecteurs adjoints chargés du contrôle des installations électriques intérieures et d'un guide pratique de l'installateur électricien.

2. Consistance des prestations

Le cabinet d'experts doit : (i) élaborer des textes sur le Contrôle des Installations Electriques Intérieures, (ii) élaborer un cahier de charge pour les agents assermentés du Ministère en charge de l'électricité ou des sociétés de contrôles agréées par ce dernier , responsables du contrôle des installations électriques intérieures et de la qualité des matériels, (iii) rédiger un guide de l'installateur électricien.

A cet effet, le cabinet se chargera de:

- proposer un cadre réglementaire régissant le contrôle des installations électriques intérieures et des matériels électriques ;
- proposer un cadre réglementaire relatif à l'exercice du métier d'inspecteurs et inspecteurs adjoints de l'électricité ;
- proposer un régime des amendes pour les différentes infractions observées lors des contrôles des installations électriques intérieures ;
- proposer un protocole de contrôle des installations électriques intérieures ;
- proposer un protocole de contrôle des matériels électriques ;
- proposer un plan de sensibilisation de la population sur la normalisation des installations électriques intérieures.
- faire un atelier de formation des personnels de la direction de l'électricité sur les techniques de contrôle des installations électriques intérieures et la sensibilisation sur la normalisation des installations électriques intérieures;

3. Délai d'exécution des prestations

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de cette prestation est de **sept (07) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

4. Allotissement

Les prestations, objet du présent Avis d'Appel d'Offres vont s'exécuter en un lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel toutes taxes comprises de l'opération à l'issue des études préalables est de : **quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-quinze mille (99 995 000) francs CFA.**

6. Participation et origine :

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte à la liste de candidats pré-qualifiés à l'issue de l'Avis de sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI) N°00014/ASMI/MINEE /FDSE du 28 février 2024. Il s'agit notamment de :

N°	Nom du Cabinet	Contact
1	NEW DESIGN BUILTSHINE	BP : 30320 Yaoundé Tel : 675 166 495
2	CONFORME SARL	BP : 8280 Douala Tel : 699 685 463/ 678 397 284
3	KAMERENGENGINEERING SOLUTIONS/KES INSPECTIONS AND PROJECTS	BP : 4489 Douala Tel : 699 924 895/ 672 208 148
4	GROUPEMENT INTEGCSARL/AFREETECH CAMEROON	BP : 11088 Yaoundé Tel : 699 429 589/ 677 510 824

Les candidats de la liste restreinte, retenus après pré-qualification ne pourront en aucun cas s'associer en groupement entre eux.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'offres sont financées par la ligne du Programme d'Appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) /budget d'Investissement Public du MINEE, Exercices 2024 PARSEC.

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission valable pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** au-delà de la date limite de validité des offres, établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et dont la liste figure dans le DAO (Pièce N°13). Le montant de cette caution de soumission est de : **un million neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (1 999 000) francs CFA.**

L'absence du cautionnement provisoire ou sa non-conformité au modèle joint dans le Dossier d'Appel d'Offres entraîne à l'ouverture des plis, la non-recevabilité de l'offre.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ième étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 03T12, BP 70 Yaoundé, Tél: 222 22 61 83, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ième étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 03T12, BP 70 Yaoundé, Tél: 222 22 61 83, dès publication du présent avis contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) Francs CFA.** Représentant les frais d'achat du dossier.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

11. Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) l'original et six (06) copies et une offre financière témoin marquées comme telles, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées contre

récépissé dûment signé ou recommandées avec accusé de réception au Ministère de l'Eau et l'Energie, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 3T02, BP 70 Yaoundé, Tél: 222 22 61 83, au plus tard le 2 NOV 2024 à 14 heures précises, et déposée contre récépissé. Les plis fermés contenant les offres devront porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°00110/AONR/MINEE/SG/DEL/CIPM/2024 DU 15 OCT 2024 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'EXPERTS CHARGE D'ELABORER LES TEXTES FIXANT LES MODALITES DE CONTROLE, LES FRAIS DE CONTROLE, AINSI QUE LES CONDITIONS D'AGREMENT AU CONTROLE DE CONFORMITE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES ET DES MATERIELS ELECTRIQUES AUX NORMES DE SECURITE, DE LA REDACTION D'UN CAHIER DE CHARGE DES INSPECTEURS ET INSPECTEURS ADJOINTS CHARGES DU CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES ET D'UN GUIDE PRATIQUE DE L'INSTALLATEUR ELECTRICIEN

Maître d'Ouvrage : Le Ministre de l'Eau et de l'Energie

**FINANCEMENT : APPUI BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT/BIP MINEE
Exercices 2024 et 2025**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute Offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou d'une compagnie d'Assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce N° 12 du DAO et valable pendant 90 jours au-delà de la date originelle de validité des offres en fonction du lot.

13. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise. L'absence d'une copie de l'offre financière témoin entraîne le rejet.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 2 NOV 2024 à 15 heures par la Commission Interne de Passation des

Marchés auprès du Ministère de l'Eau et de l'Energie dans la salle de réunion sise au Bâtiment Annexe N°2 du MINEE à MVOG ADA abritant la Commission Interne.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de **80/100 des points** et dont le dossier administratif sera conforme.

14. Critères d'évaluation des offres

13-1 Critères éliminatoires

- 1) Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après 48 heures ;
- 2) Fausse déclaration ou présence d'une pièce falsifiée ;
- 3) Absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
- 4) Présence d'une information financière dans l'offre administrative ou technique ;
- 5) Note technique inférieure à 80/100 et dossier administratif non conforme ;
- 6) Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 7) Absence de la déclaration sur l'honneur du non abandon et de défaillance dans les marchés antérieurs au cours des trois dernières années.

13-2 Critères essentiels

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

N°	Critères essentiels	Notation
1	Présentation générale de l'offre	05 pts
2	Référence du Bureau d'études techniques dans les études similaires	25pts
3	Moyens humains (qualifications et expériences du personnel)	35 pts
4	Capacité financière d'un montant $\geq$ à vingt millions (20.000.000) FCFA	5 pts
5	Méthodologie et planning d'exécution (ordonnancement des tâches)	20pts
6	Programme de formation proposée	10 pts

13-3 Evaluation des offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées en fonction des critères ci-après :

$$SF = FM \times 100 / F$$

SF= Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

FM= Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

F = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant **90 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Attribution du marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la meilleure note technico-financière, jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17. Renseignements complémentaires

Pour toute informations complémentaires relatives au présent Appel d'Offres, les entreprises intéressées peuvent s'adresser soit à la Direction des Affaires Générales / Service de Passation des Marchés du MINEE Tél : 222 22 61 83 ou à la Direction de l'Électricité du MINEE B.P 70 Yaoundé, Tél. 222 22 12 49 sis au même immeuble porte 05T

18. Dénonciation

Corruption ou mauvaises pratiques « pour tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques », bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25 /699 37 074

Ampliations

- MINMAP ;
- ARMP;
- CIPM/MINEE ;
- MINEE/DEL ;
- DAG/SMP ;
- CHRONO/ARCHIVES ;
- AFFICHAGE.

Yaoundé le, **15 OCT 2024**.....

**Le Ministre de l'Eau et de l'Energie
Maître d'Ouvrage**

ELOUNDOU ESSOMBA Gaston





RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS

N° 0070/11/AONR/MINEE/CIPM/2024 15 OCT 2024

FOR THE SELECTION, AS AN EMERGENCY PROCEDURE, OF A FIRM OF EXPERTS IN CHARGE OF DEVELOPING THE TEXTS SETTING OUT THE CONTROL TERMS, THE CONTROL FEES, AS WELL AS THE CONDITIONS OF APPROVAL TO CONTROL OF COMPLIANCE OF INTERIOR ELECTRICAL INSTALLATIONS AND ELECTRICAL EQUIPEMENT WITH SAFETY ASSISTANT INSPECTORS RESPONSIBLE FOR CONTROL OF INTERIOR ELECTRICAL INSTALLATIONS AND A PRACTICAL GUIDE FOR THE ELECTRICIAN INSTALLER.

FINANCING: BIP MINEE /AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BAD)
Fiscal year 2024 and 2025

PROJECT MANAGER: THE MINISTER OF WATER AND ENERGY

IMPUTATION: 58 32 016 03 330002 110130

1. Purpose of the Call for Tenders

The Minister of Water and Energy, Contracting Authority, and also Project Owner is launching a restricted National Call for Tenders for the recruitment of a firm of experts responsible for developing draft texts setting out the control methods, the control cost, as well as the conditions of approval for conformity control of interior electrical installations and electrical equipment meeting safety standards, the drafting of specification for inspectors and assistant inspectors responsible for controlling interior electrical installations and a practical guide for the electrician installer (in emergency procedure).

2. Consistency of services

The expert firm must: (i) develop texts on the control of indoor Electrical Installations, (ii) develop specifications for sworn agents of the Ministry in charge of electricity or control companies approved by the latter, responsible for controlling interior electrical installations and the quality of materials, (iii) drafting an electrician installer's guide.

- Propose a regulatory framework governing the control interior electrical installations and electrical equipment ;
- Propose a regulatory framework relating to the exercise of the profession of electricity inspectors and assistant inspectors;
- Propose a system of fines for the various infraction observed during checks of indoor electrical installations;
- Propose a protocol for controlling indoor electrical installations;
- Propose a protocol for controlling electrical equipment ;
- Propose a plan to raise awareness among the population on the standardization of indoor electrical installations;

- Conduct a training workshop for electricity department staff on techniques for controlling indoor electricity installations and raising awareness about the standardization of indoor electrical installations

3. Service execution deadline

The maximum execution time provided by the Project Owner for carrying out this service is **Seven months**. This period runs from the date of notification of the service order to start the services.

4. Allotment

The services, subject of this Invitation to Tender, will be carried out in a single (01) lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is: **ninety nine millions nine hundred and ninety five thousand (99,995,000) CFA francs**

6. Participation and origin:

Participation in this Call for Tenders is restricted to the list of pre-qualified candidates following the Notice of Request for Expression of Interest ASMI N°00014/ASMI/MINEE/FDSE du 28 february 2024. These include:

N°	Nom du Cabinet	Contact
1	NEW DESIGN BUILTSHINE	BP : 30320 Yaoundé Tel : 675 166 495
2	CONFORME SARL	BP : 8280 Douala Tel : 699 685 463/ 678 397 284
3	KAMERENGENGINEERING SOLUTIONS/KES INSPECTIONS AND PROJECTS	BP : 4489 Douala Tel : 699 924 895/ 672 208 148
4	GROUPEMENT INTEGCSARL/AFREETECH CAMEROON	BP : 11088 Yaoundé Tel : 699 429 589/ 677 510 824

Candidates from the shortlist, selected after pre-qualification, will under no circumstances be able to form a group with each other.

7. Financing

The services covered by this Call for Tenders are financed by the African Development Bank (ADB).

8. Provisional bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond valid for thirty (90) days beyond the deadline for validity of bids, established by a first-class bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance and the list of which appears in the DAO (Exhibit No 13). The amount of this bid bond is: **one million nine hundred and ninety nine thousand (1,999,000) CFA francs**.

The absence of the provisional guarantee or its non-compliance with the model attached in the Tender Document results in the non-admissibility of the offer when the bids are opened.

The provisional bond will be automatically released no later than 30 days after the expiry of the validity of the offers for unsuccessful bidders. In the event that the tenderer is awarded the contract, the provisional security will be released after the final security has been provided.

Bank checks, even certified, are not accepted in lieu of the provisional security.

9. Consultation of the Tender File

The Tender Document (DAO) can be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Contract Service, 3rd floor of the ministerial TOWER building No. 1, door 03T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 22 61 83, upon publication of this notice.

10. Acquisition of the Tender File

The Tender Document (DAO) can be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the ministerial TOWER building No. 1, door 03T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 22 61 83, upon publication of this notice upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of one hundred thousand CFA francs (100,000) CFA francs. Representing the costs of purchasing the file.

When withdrawing the tender, bidders must register, leaving their full address. (B.P., Fax, Telephone, etc.).

11. Submission of offers

Offers written in French or English in seven (07) copies including the original and six (06) copies and other witness offer financial marked as such, in accordance with the requirements of the Tender Document, must be submitted against a duly signed receipt or registered with acknowledgment of receipt to the Ministry of Water and Energy, Public Contract Service, 3rd floor of the TOWER of the ministerial building No. 1, door 3T02, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 22 61 83, at the latest on 02 NOV 2024 at 2 p.m. sharp, and deposited against voucher. The closed envelopes containing the offers must be marked:

NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDER
N° 0000110 /AONR/MINEE/SG/DEL/CIPM/2024 OF 05 OCT 2024 FOR THE
RECRUTEMENT OF FIRM OF EXPERTS IN CHARGE OF DEVELOPING THE TEXTS SETTING
OUT THE CONTROL TERMS, THE CONTROL FEES, AS WELL AS THE CONDITIONS OF
APPROVAL TO CONTROL OF COMPLIANCE OF INTERIOR ELECTRICAL INSTALLATIONS
AND ELECTRICAL EQUIPEMENT WITH SAFETY ASSISTANT INSPECTORS RESPONSIBLE
FOR CONTROL OF INTERIOR ELECTRICAL INSTALLATIONS AND A PRACTICAL GUIDE FOR
THE ELECTRICIAN INSTALLER.

FINANCING: BIP MINEE /AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BAD)
Fiscal year 2024 and 2025

PROJECT MANAGER: THE MINISTER OF WATER AND ENERGY

"TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION"

12. Admissibility of offers

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or certified copies by the issuing service or the competent administrative authority in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

Any incomplete Bid in accordance with the requirements of the Invitation to Tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid security or non-compliance with the models of the documents in the Invitation to Tender File will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

Each bidder must attach to their administrative documents, a bid bond established by a first-class bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit No. 12 of the DAO and valid for 30 days beyond the original date of validity of the offers depending on the lot.

13. Opening of offers

The opening of the offers will be done in two stages, the opening of the administrative and technical offers will take place firstly, followed in a second stage by that of the financial offers of the bidders having obtained the minimum required technical score. The absence of the financial offer witness at the opening of the envelopes results in the rejection.

The opening of administrative documents and technical offers will take place on 1 2 NOV 2024 at 3 p.m. by the Internal Procurement Commission of the Ministry of Water and Energy in the meeting room located in Annex Building No. 2 of the MINEE at MVOG ADA housing the Internal Commission. Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

That of the financial offers will take place at the end of the technical analysis and will only concern bidders having obtained a minimum score of **80/100 points** and Offer whose administrative file is compliant.

14. Bid evaluation criteria

14-1 Elimination criteria

- 1) Absence or non-compliance of a document in the administrative file after 48 hours;
- 2) False declaration or falsified document;
- 3) Absence or non-compliance of the submission bond;
- 4) Presence of financial information in the administrative or technical offer;
- 5) Technical score less than 80/100;
- 6) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- 7) Absence of the declaration on honor of non-abandonment and failure in previous markets over the last three years.

14-2 Essential criteria

Technical offers will be rated according to the following essential criteria:

N°	Essential criteria Rating	Notation
1	General presentation of the offer	05 pts
2	References from the Technical Design Office in similar studies	15 pts
3	Human resources (Qualifications and experience of Staff):	45 pts
4	Financial capacity $\geq$ in the amount of twenty (20) millions FCFA	5pts
5	Methodology and execution planning:	20pts

6	proposed training program	10 pts
---	---------------------------	--------

14-3 Evaluation of financial offers

Only the financial offers of bidders whose technical offer has been declared admissible following the examination of the conformity of the administrative documents (1st stage) and the technical evaluation (2nd stage) will be evaluated and rated according to the criteria below:

$$\text{SF} = \text{FM} \times 100 / \text{F}$$

SF= Note relating to the amount of the bidder's financial offer;

FM= Evaluated amount of the lowest bid;

F = Evaluated amount of the bidder.

A weighting will be made between the technical score and the financial score to obtain the final score N (technical-financial score) according to the formula below:

$$N = [(80 \times \text{Technical Score}) + (20 \times \text{Financial Score})] / 100$$

15. Validity period of offers

Bidders remain bound by their offer for 90 days from the deadline set for submission of offers.

16. Contract award

The Project Owner will award the Contract to the Bidder whose offer has been evaluated as the best, i.e. the one having obtained the best technical-financial score, deemed compliant with the Tender Documents.

17. Additional information

For any additional information relating to this Call for Tenders, interested companies can contact either the Department of General Affairs / Public Contract Service of the MINEE Tel: 222 22 61 83 or the Department of Renewable Energy and Energy Management, Service of Studies and Standardization Tel: +237 676 886 166.

18. Denunciation

Corruption or bad practices "for attempted corruption or bad practices", kindly call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 /699 37 074

Yaoundé on 05 OCT 2024

The Minister of Water and Energy
Project Owner
LE MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE
ESSOMBA GASTON



Extensions:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- CIPM/MINEE ;
- MINEE/DERME ;
- DAG/SMP ;
- CHRONO/ARCHIVES.